

4134

C I L S S

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF



Burkina Faso



Cap-Vert



Gambie



Guinée Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Tchad

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT PERMANENT DIAGNOSIS PROJECT

R A P P O R T D ' A C T I V I T E S
D E Q U A T R I E M E A N N E E

(1er Mai 1991 - 30 Avril 1992)

PR/DIAPER 17/08/1992

ECA/D24/1992

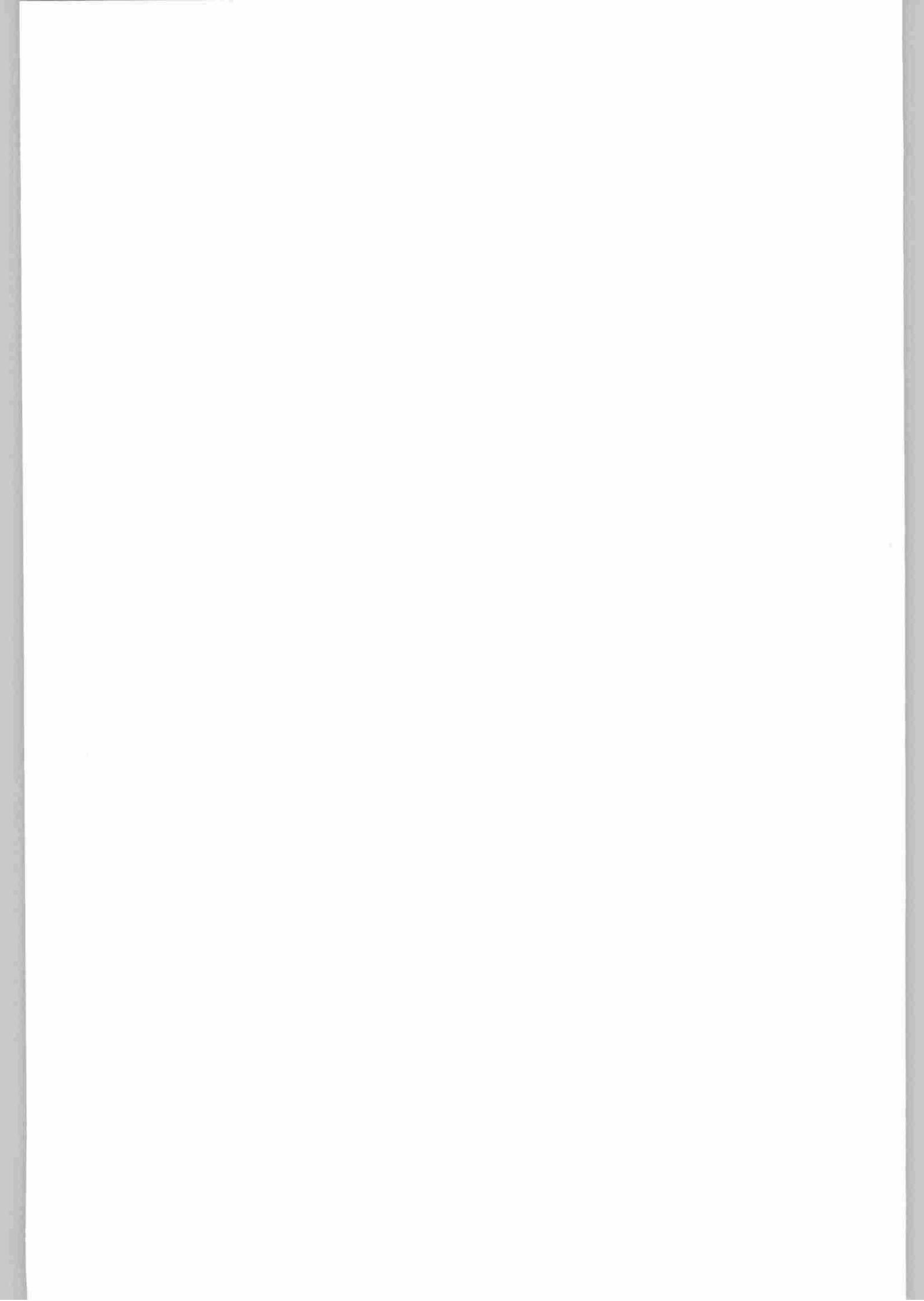
COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
C.I.L.S.S.

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT II

R A P P O R T D ' A C T I V I T E S
D E Q U A T R I E M E A N N E E
(1er MAI 1991 - 30 AVRIL 1992)

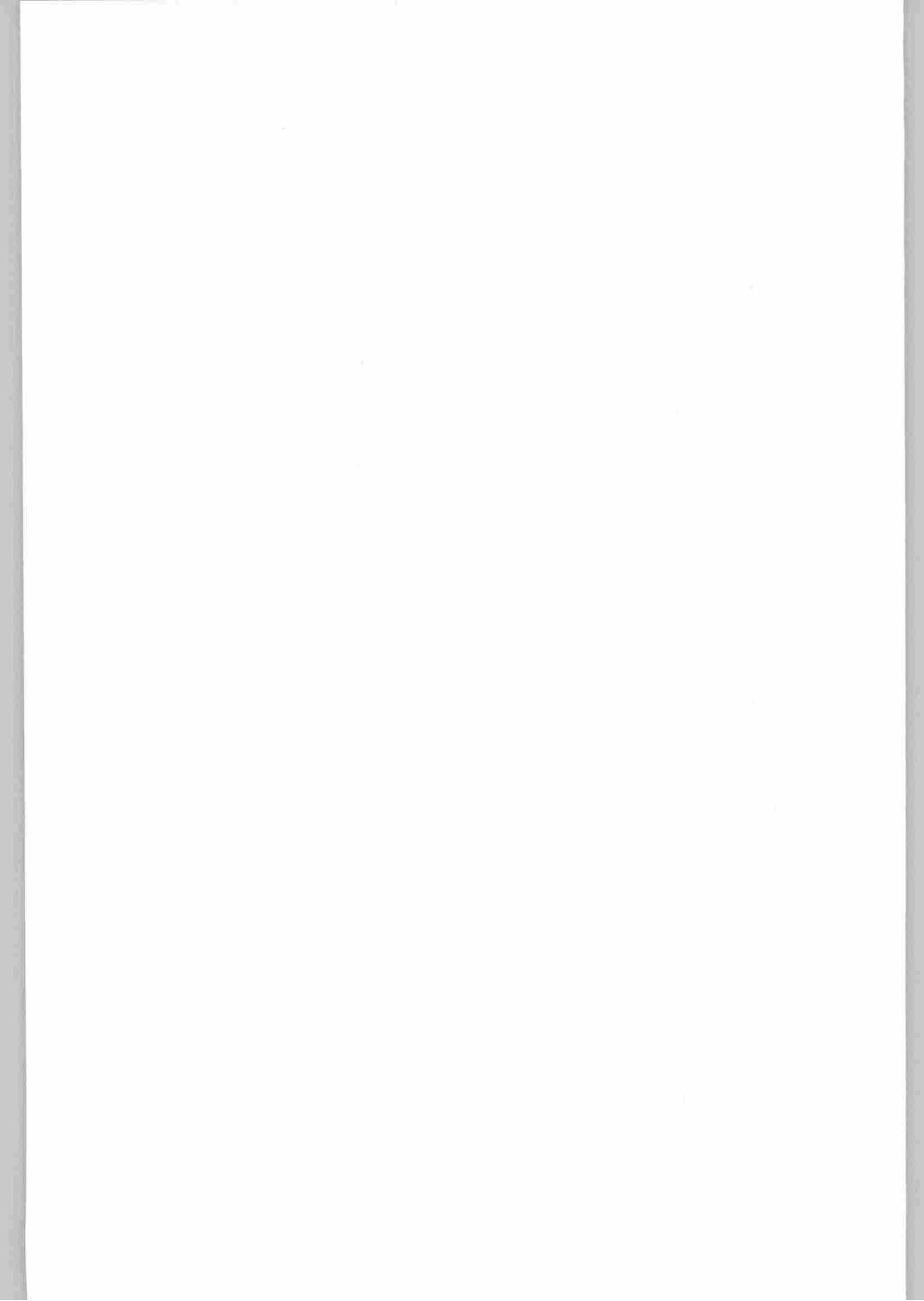
PR/DIAPER/17/08/1992

ECA/D24/1992

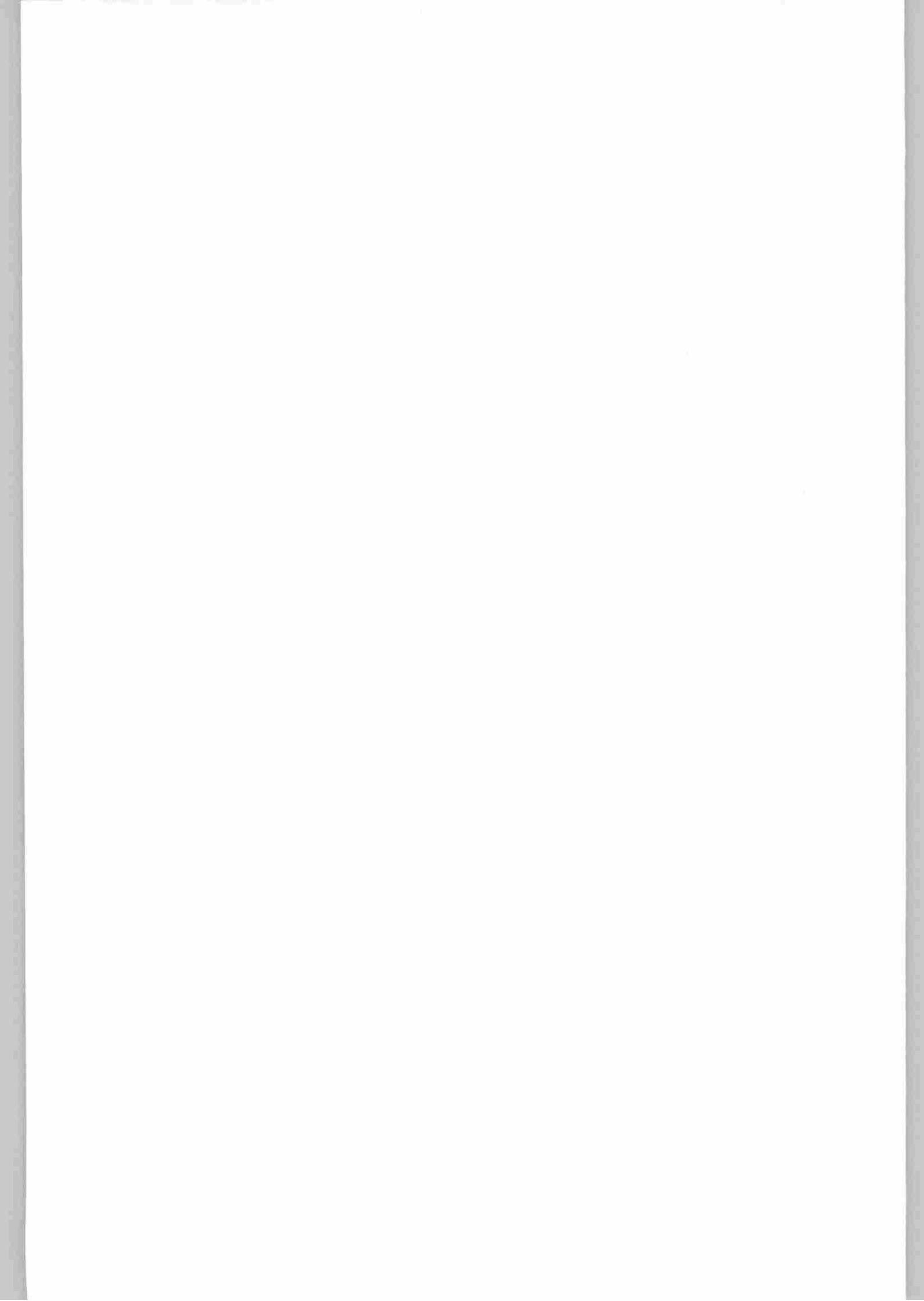


S O M M A I R E

	PAGE
I. POINT DES ACTIVITES SUR LE PLAN ADMINISTRATIF ET INSTITUTIONNEL	2
II. POINT DES ACTIVITES SUR LE PLAN TECHNIQUE	6
II.1. MISE EN OEUVRE ET/OU AMELIORATION DES METHODOLOGIES	6
II.1.1. AMELIORATION DES POSTES DU BILAN CEREALIER	7
II.1.1.1. Enquête Agricole	7
II.1.1.2. Enquête consommation	10
II.1.1.3. Enquête Perte	11
II.1.2. SYSTEME D'INFORMATION SUR LES MARCHES CEREALIERES (SIM)	11
II.1.3. ENQUETE DANS LE DOMAINE DE L'ELEVAGE	14
II.1.3.1. Recensement du cheptel	14
II.1.3.2. Suivi des marchés à bétail	15
II.1.3.3. Etude d'un bilan animalier	16
II.1.3.4. Suivi des troupeaux	17
II.1.4. OPERATIONS PILOTES SUIVI DES ZONES A RISQUES	17
II.1.4.1. Enquête test au Burkina	17
II.1.4.2. Enquête test au Sénégal	18
II.2. TRAITEMENT, GESTION ET DIFFUSION DE L'INFORMATION	18
II.3. FORMATION	19
II.4. SUIVI-EVALUATION INTERNE	20



	PAGE
III. CONCLUSION ET PERSPECTIVES	20
A. OBJECTIF DE LA PHASE TRANSITOIRE	21
B. ACTIVITES DE LA PHASE TRANSITOIRE	21
C. PILOTAGE DE LA PHASE TRANSITOIRE : RESSOURCES HUMAINES ET MATERIELLES NECESSAIRES	23
 ANNEXE : DESCRIPTION SYNTHETIQUE DES ACTIVITES DE 4EME ANNEE.	 24



Le présent rapport tente de faire succinctement le point sur les activités menées dans le cadre du Programme de la quatrième et dernière année du Projet DIAPER II. Ces différentes activités étaient prévues tant au niveau de l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA centre et Animations locales) que celui des Composantes Nationales (Voir le programme en annexe).

Le programme de 4^e année, tout comme ceux des années antérieures, est basé sur les orientations générales du Projet DIAPER II définies lors de l'identification du projet et reposant sur les axes institutionnel, administratif et technique.

D'une façon spécifique, ce programme a mis en application les recommandations qui étaient formulées lors de la mission de programmation de Février 1991 et dont les grandes lignes sont les suivantes :

- "poursuivre et consolider les orientations suivies jusque là, notamment, en ce qui concerne les différentes opérations de collecte : enquêtes agricoles, enquêtes sur marchés céréaliers, sur la consommation, sur les stocks paysans et sur l'élevage".

- "parachever les opérations pilotes en cours de réalisation, en tirer les conclusions, et étudier, éventuellement, les possibilités d'opérations nouvelles. Dans ce cadre, envisager la prolongation financière du contrat avec la SOMEA, par l'établissement d'un avenant".

- "Renforcer matériellement les Composantes Nationales, notamment, en les autorisant à acheter des équipements complémentaires pour la réalisation des enquêtes agricoles. A ce sujet, il faut préciser que dans la plupart des pays, le matériel d'enquête existant, est soit insuffisant, soit inopérant, parce que assez ancien (de 4 à 5 ans)".

I. POINT DES ACTIVITES DE 4EME ANNEE SUR LE PLAN ADMINISTRATIF ET INSTITUTIONNEL.

. Sur le plan administratif, la vie du Projet a été marquée par deux événements :

- d'une part, le décès en Septembre 1991 de Daniel MARTINET, alors animateur local basé à Niamey
- d'autre part, la démission en Septembre 1991 de Samake Moussa, alors animateur local basé à Dakar.

Ces deux départs ont quelque peu perturbé les activités dans les deux pays. Singulièrement, l'ECA centrale a été obligée de réadapter la programmation des missions conjointes CILSS/FAO/Etats pour les prévisions de récoltes d'Octobre 1991.

Pour permettre aux deux animations locales précitées de continuer à fonctionner en assurant au moins l'expédition des affaires courantes, il a été proposé à la CCE et aux gouvernements des deux pays, de faire assurer l'interim par le Correspondant National du CILSS (CONACILSS). Cette solution a été immédiatement acceptée par le Niger et mise en pratique dès Octobre 1991. Cependant, pour le Sénégal, il a fallu attendre Janvier 1992 pour recevoir la notification de l'accord de principe du Ministre du Développement Rural.

Mis à part les deux événements ci-dessus rappelés, la gestion administrative du projet n'a pas posé de problèmes majeurs du côté de l'ECA (Centre + Animations locales) et des Composantes Nationales. Dans ce dernier cas, cependant, il faut noter, entre autres éléments marquants, l'instabilité démobilisatrice du personnel au niveau du GEP (Cabinet de Planification), service chef de file, du Cap Vert.

D'une façon générale, les experts de l'ECA centrale et les animateurs locaux ont continué à apporter un appui certain aux Composantes Nationales, renforçant ainsi les capacités techniques et opérationnelles de ces dernières. L'encadrement des Composantes Nationales par les animateurs locaux pour préparer les réunions régionales en général, la réunion des bilans de campagne en particulier, s'est beaucoup perfectionné. Les capacités de gestion de l'information pour la sécurité alimentaire des pays s'est considérablement enrichie par le transfert de la Centrale d'information qui s'est achevée avec les actualisations et corrections ultimes, avant la fin du projet, qui ont été apportées par la SOMEA.

S'agissant de cette dernière, il faut préciser qu'elle a été traversée par une profonde crise interne qui l'a empêchée de réaliser la plupart des opérations pilotes programmées en 4ème année dans le cadre de l'avenant au contrat CILSS/SOMEA. Ainsi, les opérations "Pertes" prévue au Mali, en Mauritanie et au Sénégal et "flux transfrontaliers" prévue en Gambie, ont été purement et simplement annulées. Les opérations "Bilan animalier (Mali), "Suivi des zones à Risque" (Sénégal) et "Estimation des superficies agricoles par deux types d'approche" (Burkina Faso), ont été exécutées par l'ECA seule, sans concours de la SOMEA.

. Au niveau de la gestion financière du projet, il a été adopté en début de la 4ème année une nouvelle procédure pour approvisionner en fonds les Composantes Nationales : l'utilisation du compte payeur délégué local dans chaque pays. Malgré cette disposition nouvelle, des lenteurs administratives, voire quelques difficultés, ont apparu dans certains pays. Ainsi,

il y a eu blocage et la Composante Nationale n'a pu, soit de son propre fait, soit du fait de la délégation CCE, disposer à temps des fonds demandés dans les pays suivants :

- Guinée-Bissau (du fait des lenteurs de procédures au niveau de la Délégation la CCE)
- Cap Vert, Gambie, Mali, Niger et Tchad (du fait de la non présentation dans les délais, par la Composante Nationale, des pièces justificatives de dépenses).

Malgré les circuits qui peuvent être parfois très longs, la procédure du compte payeur délégué semble la meilleure parmi toutes celles qui ont été adoptées jusque là au fil des années du projet DIAPER.

. Dans le cadre du décloisonnement de l'information et de la recherche de la coordination avec les différents partenaires, les actions suivantes ont été menées au niveau régional :

- réunion de coordination CILSS/CCE/ITALIE (7 Mai 1991 à Rome)
- Séminaires régionaux organisés par l'ECA et portant sur :
 - * la gestion de l'information pour la sécurité alimentaire (3 - 5 Juin 1991 à Bamako)
 - * la consommation céréalière (4 - 6 Décembre 1991 à Praia)
 - * la gestion de la centrale d'information (3 - 6 Mars 1992 à Ouagadougou)
 - * Les estimations des superficies agricoles par deux types d'approche (sondages à bases démographique et aérolaire, (16-17 Mars 1992 à Ouagadougou)
 - * la commercialisation du bétail et de la viande dans les pays du CILSS et les pays côtiers (22 - 25 Mars 1992 à Nouakchott).
- Missions conjointes CILSS/FAO/Etats du CILSS, pour la prévision des récoltes en Octobre 1991
- Réunion des experts des pays du CILSS sur le bilan de la campagne agro-pastorale et les perspectives alimentaires pour 1991/1992 (4 - 6 Novembre 1991 à Banjul).

- Réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel, organisée conjointement avec le Club du Sahel (Paris 20 - 23 Novembre 1991).

Par ailleurs, l'ECA centrale a participé à plusieurs réunions et séminaires organisés dans le cadre de la concertation et de la recherche de cohérence avec les partenaires :

- soit au sein du CILSS (Instance statutaire d'Avril 1992 ou Comité de Pilotage des espaces régionaux)
- soit entre le CILSS et le Club du Sahel : réunion sur le programme de travail CILSS-Club du Sahel d'Août 1991 à Paris, etc.
- soit avec des partenaires divers : préparatifs de la CNUED (13 - 14 Juin 1991 à Genève), suivi des travaux de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (29 Septembre - 02 Octobre 1991 à Paris), symposium sur la sécurité alimentaire, organisé dans le cadre des préparatifs du sommet de l'OCI (25 - 29 Novembre 1991 à Dakar), réunion sur l'évaluation du PAM (22 - 25 Janvier 1992 à La Haye), réunion sur l'élevage (07 - 15 Février 1992 à Washington).

Au niveau national, de nombreuses activités ont été développées pour le décloisonnement de l'information et la coordination. Singulièrement, la préoccupation d'une mise en place de structure nationale de coordination de l'information s'est poursuivie activement dans certains pays.

Ainsi au Burkina, une intense activité institutionnelle a suivi les assises du séminaire de Koudougou sur la gestion de l'information pour la sécurité alimentaire (Mars 1991), financé par le Projet DIAPER :

- Edition et diffusion large des conclusions du séminaire
- Rédaction des projets d'arrêtés portant création du CCI (Comité de Coordination de l'Information) et en définissant la structure et le fonctionnement
- Réunion des groupes de travail.

Des instructions ont été données par les instances politiques Burkinabe pour que le travail de concertation et de mise en cohérence des informations au niveau des services nationaux commence sans tarder. On peut constater un réel dynamisme des groupes de Productions Végétales, SIM et SAP.

On note qu'en plus d'un cadre de concertation des structures nationales, le CCI du Burkina est en train de devenir une référence pour la concertation entre donateurs dans le domaine de l'information pour la sécurité alimentaire.

II. POINT DES ACTIVITES SUR LE PLAN TECHNIQUE

II.1. MISE EN OEUVRE ET/OU AMELIORATION DES METHODOLOGIES

Les activités menées sur ce plan visent à améliorer les méthodologies de collecte et de traitement de l'information.

Les méthodologies mises en oeuvre, pour les enquêtes courantes et/ou les opérations pilotes, portent sur :

. L'amélioration de la connaissance des postes des bilans céréaliers (ex-post et prévisionnel). Dans ce cas, il s'agit :

- des enquêtes agricoles annuelles dans tous les pays du CILSS
- des enquêtes sur les stocks paysans dans tous les pays, sauf le Cap Vert et la Mauritanie
- des enquêtes consommation en milieu urbain (Guinée-Bissau, Cap Vert, Tchad), et consommation en milieu rural (finalisation opération au Mali et au Niger)

. des opérations pilotes : bilan animalier, Suivi des zones à risques, Comparaison des superficies agricoles par sondage aréolaire et sondage démographique.

. les systèmes d'information sur le marché céréalier (Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie, Niger, Tchad).

. Les enquêtes dans le domaine de l'élevage : effectif du cheptel (Mali), suivi des marchés à bétail (Burkina, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Tchad) et suivi des troupeaux (Burkina et Sénégal).

II.1.1. AMELIORATION DES POSTES DU BILAN CEREALIER

II.1.1.1. Enquête Agricole

a) BURKINA FASO

L'enquête agricole a été réalisée dans de bonnes conditions: recyclage des agents à temps, et mobilisation des moyens au bon moment. Le programme de collecte et de traitement pour la prévision des récoltes a été respecté. Les résultats de prévision des récoltes ont pu être disponibles au moment de la mission conjointe CILSS/FAO/Etats en Octobre 1991. Les résultats définitifs des mesures de superficies et de rendements ainsi que l'estimation finale des stocks des paysans ont tardé à sortir. Ceci s'explique principalement par le fait qu'il n'y a qu'un cadre ayant la maîtrise du traitement de ces données à l'aide du logiciel SP6. Il s'agit d'une sérieuse lacune que l'on pourrait combler.

On note également le besoin en formation exprimé par les cadres des CRPA pour le traitement partiel décentralisé de l'enquête agricole.

L'exploitation plus approfondie des données de base de l'enquête dans le but de mieux caractériser la production agricole d'une part, et d'améliorer le plan de sondage d'autre part n'a pas été encore envisagé au niveau national.

Il reste de fait plusieurs voies d'amélioration des enquêtes non encore explorées.

b) CAP VERT

L'enquête s'est déroulée correctement. Bien que les pluies aient été tardives, les résultats de prévision des récoltes ont pu être disponibles lors du passage de la mission conjointe CILSS/FAO/Etat en Octobre 1991.

La publication d'un bulletin de suivi de la campagne agro-pastorale et de la situation alimentaire a pu être réalisée. Le 2è tome du recensement agricole a été finalisé.

c) GAMBIE

L'enquête "National Agricultural Sample Survey" (NASS) s'est déroulée correctement, malgré des problèmes de réapprovisionnement des fonds par la délégation CCE.

Les résultats de prévision de récoltes ont été disponibles lors du passage de la mission conjointe CILSS/FAO/Etats, en mi-October 1991.

d) GUINEE BISSAU

Pour l'enquête agricole permanente, la division des Statistiques au sein du GAPLA a pu produire les données provisoires sur les productions de la campagne 91/92. Mais, les problèmes logistiques (vélos) se posent. Les résultats de prévisions de récoltes ont pu être disponibles lors du passage de la mission conjointe CILSS/FAO/ETAT.

e) MALI

L'enquête agricole de conjoncture (EAC) a eu lieu dans toutes les régions, à l'exception de Gao et Tombouctou, compte tenu de l'insécurité. La parfaite collaboration entre DNA/DNSI a permis de dégager les résultats prévisionnels de récolte en avance, pour la mission conjointe CILSS/FAO d'évaluation de la campagne agro-pastorale. La saison agricole a été jugée satisfaisante.

Les résultats définitifs ne sont toujours pas sortis en raison des problèmes de traitement informatique.

f) MAURITANIE

L'enquête Suivi-Prévision-Evaluation des Récoltes (ESPER) a connu des innovations :

- identification des cultures de barrage comme typologie distincte

- intégration du système irrigué dans le dispositif de l'ESPER et son suivi devenu effectif par un bureau des statistiques ouvert à Rosso (Trarza).

La campagne a été jugée médiocre. Les résultats ont pu être disponibles à temps.

g) NIGER

Quatre principales actions avaient été inscrites au programme de cette quatrième année : la formation, l'évaluation à mi-parcours, la préévaluation et le volet stocks paysans.

La formation a été faite à Maradi. Tous les Chefs de service des Statistiques et leurs Adjoints ont été réunis dans cette ville ; la formation a duré une semaine.

La mission d'évaluation à mi-parcours a été effective en Août.

La mission pré-évaluation de la campagne a eu lieu en fin Septembre- début Octobre 1991 avec la participation de l'ECA Centrale de Ouagadougou, de la FAO et du Centre Agrhymet.

Il est à noter que le contrôle de l'exécution de l'Enquête a été réalisé par les responsables des services départementaux des statistiques. L'échantillon de la campagne agricole 1990-1991 a été conservé car le nouveau fichier de villages issu du recensement général de la population de 1988 n'a pu être disponible que fin Mai 1991. enfin, il faut souligner que les éléments de la pré-évaluation ont été utilisés dans le calcul du Bilan de la campagne.

L'enquête Stock Paysan a été également menée au cours de cette année. Les résultats obtenus par la méthode des interviews ont été utilisés pour le calcul du bilan prévisionnel. Il reste l'exploitation de cette enquête dont la saisie devrait être effectuée au niveau des départements. Cette opération a été quelque peu ralentie du fait de la panne des Micro-ordinateurs de Maradi et Tahoua.

h) SENEGAL

Durant le séminaire national organisé à Sally Portudhal, la méthodologie de l'enquête a été passée au crible en vue de son amélioration.

C'est une enquête bien rodée maintenant. Elle s'est bien déroulée et les résultats des prévisions de récoltes étaient disponibles lors du passage de la mission conjointe CILSS/FAO/Etat fin Octobre.

i) TCHAD

Il a été opéré un renforcement du dispositif permanent d'enquête agricole (suivi de campagne, prévision et évaluation des récoltes) par :

- l'allègement du questionnaire
- l'amélioration du contrôle des travaux de terrain,
- l'accélération de la remontée de l'information, des travaux de saisie et de traitement des données.

Les prévisions de récoltes ont été fournies en Octobre lors du passage de la mission conjointe CILSS/FAO/Etat.

Les résultats définitifs ont été disponibles pour fin Mars 1992.

Le problème de collaboration entre enquêteur et enquêtés a trouvé une solution, par la constitution d'un nouvel échantillon.

Il y a eu une amélioration des délais de publication du bulletin de "suivi des cultures et de la situation alimentaire".

II.1.1.2. Enquête Consommation céréalière

a) CAP VERT

La Composante Nationale a réalisé l'exécution et l'exploitation de l'enquête pilote consommation en milieu urbain des céréales et des haricots. Des résultats corrects ont pu être présentés au séminaire sur la consommation à Praia (Décembre 1991).

b) GUINEE BISSAU

L'enquête pilote de consommation en milieu urbain des céréales mise en oeuvre dans quatre villes "rurales" s'est bien terminée. Des résultats corrects ont été présentés au séminaire sur la consommation à Praia (Décembre 1991).

c) MALI

Les résultats de l'enquête Pilote Consommation céréalière en milieu rural ont été finalisés avec l'appui des missions de l'ECA. Ces résultats sont jugés relativement significatifs. Mais, la discontinuité dans le suivi et l'implication de plusieurs agents à différentes étapes de l'enquête a constitué le problème majeur de cette opération.

La leçon à tirer de cette situation serait l'identification et la responsabilisation du noyau qui prend en charge une telle opération, au début du processus, pour mieux pérenniser les actions de formation.

d) NIGER

Cette enquête avait été menée à bien en deuxième et troisième années. Seule la publication des résultats était programmée en quatrième année. Les résultats préliminaires présentés par les responsables nationaux de cette opération, ont été jugés peu vraisemblables. Ceci semble être le fait d'une mauvaise supervision des opérations de collecte.

e) TCHAD

L'enquête "consommation de céréales en milieu urbain" s'est soldée par des résultats non fiables, car il n'y a eu ni contrôle, ni supervision de l'enquête, aucun effort n'a été fait

pour un bon déroulement de l'opération, la saisie n'a pas été bien faite et bien contrôlée (saisies doubles et omissions). Un rapport méthodologique a toutefois été publié.

II.1.1.3. Enquête pilote Pertes après récoltes

Cette opération était prévue au Mali, en Mauritanie et au Sénégal. Mais du fait de l'incapacité de la SOMEA de proposer une méthodologie et une assistance technique, elle a été annulée.

II.1.2. SYSTEME D'INFORMATION SUR LES MARCHES CEREALIERS (SIM)

a) BURKINA FASO

Le suivi des marchés céréaliers a connu un grand changement par suite de la nomination d'un nouveau responsable de la cellule d'information à l'OFNACER. Les recommandations faites par la Composante Nationale pour une amélioration de ce suivi, ont ainsi pu être mises en application :

- Remplacement, pour la collecte des données, des magasiniers par des auxiliaires payés en fonction de leur rendement (qualité et régularité des questionnaires).
- Augmentation du nombre de marchés
- différenciation des types de prix au moment de la collecte des données (prix producteur, prix de collecte, prix consommateur)
- Amélioration de la transmission des données
- Amélioration du contrôle des données collectées
- Amélioration de la publication.

Actuellement, il existe une publication hebdomadaire et une publication mensuelle des prix observés sur 37 marchés. la publication par voie de presse parlée et écrite est à l'étude.

On peut être satisfait dans l'ensemble des résultats obtenus au plan technique, par cette opération.

b) CAP VERT

Le suivi des prix de maïs et des haricots est effectué par la DGFA. Les données sur les prix sont publiées dans les bulletins d'information de la commission de suivi et d'évaluation des situations agricole et alimentaire.

c) GAMBIE

L'enquête se poursuit normalement avec une publication régulière (mensuellement) des prix au consommateur et au producteur pour le mil, le sorgho, le maïs et le riz.

Cette enquête est réalisée par le personnel du "NASS" au sein du PPMU.

L'enquête pilote flux transfrontalier qui était programmée n'a pas été réalisée par suite de la défection de la SOMEA et du manque de motivation des responsables Gambiens.

d) GUINEE BISSAU

Le suivi des marchés céréaliers semble être marginalisé, par manque de "spécialisation" des enquêteurs et l'absence de publication régulière des résultats.

e) MALI

L'enquête se mène correctement par l'OPAM sur financement PRMC.

f) MAURITANIE

Des problèmes d'organisation, de coordination, de responsabilité entre les structures partenaires (Commissariat à la sécurité Alimentaire/Office National des Statistiques) freinent l'enquête.

g) NIGER

L'enquête suivi des marchés céréaliers s'est, dans l'ensemble, très bien déroulée au cours de la quatrième année, en dépit de quelques difficultés d'ordre organisationnel et financier ; les principales activités ont concerné les points suivants :

- la collecte : les travaux de collecte de l'information ont concerné 50 marchés répartis sur l'ensemble du pays.

Au total, 90 enquêteurs dont 6 titulaires sont engagés dans cette opération de collecte.

Dans l'ensemble, les activités de relevé des prix de céréales se sont déroulées normalement.

- Le contrôle : les opérations de contrôle des enquêteurs ont été assurées par une équipe composée des représentants du Plan, de l'Agriculture et de l'OPVN au niveau de chaque

département, exception faite de Tillabéry et la Communauté Urbaine de Niamey qui sont couverts par l'équipe centrale de Niamey. Les activités de contrôle sont effectuées tous les six mois. Les trois cadres cités ci-dessus ont donc eu à faire au niveau de chaque département, les deux missions de contrôle programmées: la première en Juillet 1991 et la seconde en Décembre 1991.

Chacune de ces deux missions a fait l'objet du remplissage d'un questionnaire contrôleur et d'un rapport sur l'état général du marché du département concerné.

- la supervision : en plus des équipes départementales, une équipe centrale, basée à Niamey coiffe l'ensemble des activités du SIM, au niveau de la Direction Générale de l'OPVN.

- Un responsable du service SIM vient d'être nommé au niveau de l'OPVN ; il est assisté par un conseiller allemand et un volontaire français.

- 3 agents de saisie ont été également affectés au SIM dès Janvier 1992.

La saisie, la publication et la diffusion ont été assurées jusqu'en Janvier 1992 par un seul agent. l'appui du Projet Stock de Réserve de l'OPVN a permis une publication régulière du Bulletin SIM.

L'enquête rapide et le questionnaire contrôleur ont été dépouillés ; la saisie a commencé en Février 1992, suite à l'affectation de nouveaux agents.

Enfin l'enquête commerçant a été simplement dépouillée, l'analyse et la saisie étaient bloquées suite au décès de Monsieur Daniel MARTINET, ancien animateur local. De concert avec l'OPVN, il a été recensé toutes les questions qui étaient suivies directement par l'Animation locale et il a été procédé à leur transfert au siège du SIM qui devrait dorénavant s'en occuper.

Il faut souligner que jusqu'à sa mort, Monsieur Daniel MARTINET a conduit, les enquêtes complémentaires :

- Enquête flux frontalier : aucune information n'est disponible quant au niveau d'exécution de cette enquête.

- L'enquête Nord Nigéria : cette enquête concerne 4 marchés du Nigéria, elle a été conduite par un commerçant du Nigéria. Elle s'est bien déroulée et les résultats sont régulièrement transmis au SIM.

- L'enquête commerçant : l'enquête commerçant a été conduite par trois enquêteurs dans les trois principaux centres urbains du Niger (Niamey, Zinder et Maradi). La supervision a été

assurée par un cadre de la statistique, l'analyse et la diffusion étaient faites par Feu MARTINET. Il a été également procédé au transfert de cette activité à l'OPVN.

L'atelier du SIM : l'atelier du SIM qui a été programmé, s'est effectivement tenu les 26, 27 et 28 Juin 1991 à Niamey. Tous les contrôleurs, et la Composante Nationale du DIAPER ont pris part à cet atelier.

Un compte rendu des travaux a été publié par l'OPVN en Juillet 1991.

h) SENEGAL

L'enquête se mène correctement par le CSA sans financement DIAPER. Les résultats sont publiés régulièrement au journal et à la radio.

i) TCHAD

Le lancement de l'enquête SIM (suivi des prix) a eu lieu avec quelques difficultés, en Mai 1991. Malgré ces difficultés, l'enquête fournit des informations qui sont centralisées, traitées et diffusées au niveau du Groupe de Travail Prix Elargi (GTPE).

II.1.3. ENQUETES DANS LE DOMAINE DE L'ELEVAGE

II.1.3.1. Recensement du cheptel

a) MALI

L'opération s'exécute conformément à son calendrier prévisionnel. Il ressort que :

- le programme de collecte a été satisfaisant pour les régions de Tombouctou et Mopti

- Pour la région de Gao, l'enquête n'a pas été réalisée totalement pour cause d'insécurité. Aussi, il a été retenu par le Comité technique du recensement du cheptel national, de reconduire l'enquête.

La seconde phase de l'enquête s'est déroulée correctement dans les régions de Kayes, Ségou, Koulikoro, Sikasso et le District de Bamako.

Les opérations du traitement des données sont achevées. Les résultats provisoires de l'enquête sont en cours de publication. Les résultats définitifs interviendront ultérieurement.

b) MAURITANIE

Si le programme DIAPER, ne comporte pas en Mauritanie, une Composante enquête sur l'élevage, il existe certaines opérations de ce secteur qui sont conduites par les Statistiques Agricoles en collaboration avec la FAO dans le cadre du Projet Elevage II (Financement Banque Mondiale). Il s'agit notamment de l'opération Pilote Prix et Circuits Commerciaux du Bétail (PRICICOB) exécutée dans certaines régions.

Par ailleurs, il est souvent rappelé par le SSA et le Projet Elevage les perspectives de réaliser différentes enquêtes dont le recensement du cheptel, le suivi du troupeau, l'étude et le suivi des marchés à bétail. Un document/programme a été élaboré dans ce sens.

II.1.3.2. Suivi des marchés à bétail

a) BURKINA FASO

Le volet suivi des marchés à bétail est resté sur financement FAC. Le projet DIAPER II a, par contre pris en charge le volet abattages familiaux.

L'enquête pour l'estimation des abattages familiaux a eu lieu courant Mars 1992. Les questionnaires sont entièrement saisis et il reste à tabuler les données et obtenir le nombre d'abattages familiaux par espèce et par unité démographique (personnes, ménage) puis par entité démographique. Ces résultats sont en cours d'élaboration.

b) GAMBIE

Les marchés forins connus sous le nom de "loumo" ont été identifiés. La formation a été faite. La collecte des prix s'est déroulée correctement.

c) GUINEE BISSAU

L'opération "Suivi des marchés à bétail" s'est déroulée normalement malgré quelques difficultés.

d) MALI

Cette opération (suivi des marchés à bétail) se déroule sans contrainte majeure.

Un programme de diffusion hebdomadaire à la radio et à la télévision des prix observés sur les marchés est exécuté périodiquement.

e) NIGER

Le volet enquête sur les marchés à bétail qui a, au cours des trois premières années du DIAPER II, souffert de problèmes d'ordre structurel, a connu des résultats encourageants en quatrième année.

La Direction de l'Elevage et des Industries Animales qui a eu à prendre la relève de l'ancienne Direction des Statistiques de l'Agriculture et de l'Elevage a exécuté correctement ses activités programmées :

Une mission de supervision a été effectuée dès le mois de Juin 1991.

Un contrat a été passé avec la radio (ORTN) pour la diffusion des résultats de l'enquête en direction essentiellement des opérateurs économiques, et cela avec le concours du projet Elevage Intégré financé par l'USAID.

Les bulletins mensuels sont également publiés régulièrement.

Seule la mission de recyclage n'a pu être effectuée pour des raisons financières.

f) SENEGAL

L'enquête se poursuit normalement. Cependant, la publication des résultats se fait tardivement et irrégulièrement.

g) TCHAD

La saisie des données de 1990 a été achevée, mais des problèmes de traitement se sont posés.

En Août 1991, une mission de l'ECA centrale a permis de résoudre ces problèmes. Des progrès énormes ont été accomplis par rapport aux premières années, quant aux délais de publication.

II.1.3.3. Etude d'un Bilan Animalier

Cette opération menée seulement au Mali, sous forme de test, a pour finalité à l'image du bilan céréalier, de bâtir un cadre cohérent d'enregistrement des principales données du secteur élevage en rapport avec la sécurité alimentaire et de permettre de dégager aussi une balance entre ressources et emplois des produits de ce secteur.

Selon le calendrier initial, le volet enquête sur les abattages familiaux est achevé en Janvier 1992 et la production du rapport final est en cours.

II.1.3.4. Suivi des troupeaux

a) BURKINA

Cette opération n'a pas pu être exécutée faute de trouver un responsable d'opération au niveau de la cellule statistique du Secrétariat à l'Elevage. Sa nécessité ne fait cependant aucun doute. Une délocalisation de l'opération pourrait être envisagée.

b) GAMBIE

Un échantillon de 3.200 têtes de bovin a été sélectionné. La formation a été faite ; les travaux de terrain ont été effectués.

c) GUINEE BISSAU

L'opération s'est déroulée normalement malgré quelques difficultés.

d) SENEGAL

L'enquête s'est poursuivie pour la 4^e année. Les résultats ne sont toujours pas publiés. Ceci a amené l'ECA centrale à ne pas reconduire cette opération dans le cadre de la phase transitoire.

II.1.4. OPERATIONS PILOTES "SUIVI ZONES A RISQUE"

II.1.4.1. Enquête test de suivi des zones à risque au Burkina

Le suivi est actuellement en cours et est piloté par la CNLES. Les questionnaires de Février 1992 ont pu être réceptionnés à temps. Leur exploitation par contre s'est faite dans un délai relativement long car aucune publication n'a pu être faite avant fin Mars alors que la date limite était le 15 Mars.

Il semble donc que l'organisation de la collecte des données et leur transmission soient efficaces.

Il y a eu faiblesse au niveau de l'analyse et de la diffusion. Elles ont été laissées à l'initiative d'un seul cadre de la CNLES et ceci sans contrainte effective de délai.

Il y a lieu d'instituer le travail par groupe tout au moins au stade de l'examen pour approbation avant diffusion des résultats . Le respect des délais de publication doit être strict.

Un bilan doit être fait pour juger de la méthode d'approche et de la valeur des informations élaborées.

Au plan institutionnel, on précise qu'il est actuellement envisagé que le suivi des zones à risque devienne une des attributions de la D.E.P. du Ministère de l'Agriculture.

II.1.4.2. Enquête test de suivi des zones à risque au Sénégal

Le test de suivi des Zones à risques mené par le CSA a permis de définir une méthodologie appropriée permettant d'informer les décideurs, avec plus de précision, sur les zones concernées et le type d'assistance à y apporter.

II.2. TRAITEMENT, GESTION ET DIFFUSION DE L' INFORMATION

. Le traitement des enquêtes agricoles est informatisé dans tous les pays, sauf en Mauritanie (dans ce dernier cas, l'informatisation était assurée il y a quelques années, mais avec le départ du personnel qualifié et la détérioration des micro-ordinateurs qui s'en est suivie, il y a en retour du dépouillement et traitement manuels). Le logiciel SP6 est largement utilisé, et maîtrisé.

. La centrale d'information revue et corrigée par la SOMEA est entièrement transférée dans tous les pays. Cependant, il se pose toujours le problème de la mise à jour et de sa gestion quotidienne : le personnel adéquat, censé être mis à sa disposition, fait souvent défaut.

Certains pays font exception. Ainsi au Burkina, par exemple, un cadre statisticien a été dégagé à plein temps pour la maintenance de la centrale d'information. Les données sur les statistiques agricoles transférées par DIAPER en Janvier 1991 ont été vérifiées pour assurer la cohérence avec celles existantes au niveau de la DEP du Ministère de l'Agriculture. La mise à jour des fichiers pour 1988 à 1991 a commencé et devrait se terminer avant fin Avril 1992.

Le Séminaire organisé du 03 au 06 Mars 1992 à l'intention des cadres nationaux responsables de la centrale et qui a vu la participation de tous les pays, sauf la Guinée Bissau, a permis de faire le point de la situation et a jeté les bases nécessaires à la maîtrise de la centrale d'information.

Il reste qu'il faut assurer un suivi continu auprès des Composantes Nationales pour que la Centrale devienne vraiment le parfait outil d'aide à la prise de décision qu'il est censé être.

. La diffusion de l'information a connu une amélioration sensible au niveau régional. Le bulletin "Suivi de la situation alimentaire" a été publié régulièrement (Décembre 1991 et Mai 1992). De même, les publications faisant suite aux différents séminaires ont été produites et largement distribuées.

Au niveau national, diverses productions ont aussi été diffusées. C'est notamment le cas du bulletin de suivi de la situation alimentaire, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad.

Au Burkina, le bulletin rapide qui publiait les données sur le suivi de la campagne a été revu et fusionné avec le bulletin de suivi de la situation alimentaire sous la responsabilité du CCI. En plus du volet de suivi de la campagne y figurent les volets "production animale" et "Suivi de Marchés céréaliers".

Il faut noter que dans certains cas du suivi des marchés céréaliers et des marchés à bétail, la diffusion se fait par voie de presse : journal ou radio au Burkina, au Mali, et au Sénégal, pour les céréales, radio et télévision au Mali et au Tchad pour le bétail.

II.3. FORMATION

Comme pour les années passées, une formation sur le tas a été assurée à tous les agents de terrain, dans le cadre de l'exécution de toutes les enquêtes réalisées.

Un important programme de formation a été mis en oeuvre, à l'occasion du transfert de la centrale d'information dans tous les pays. Une formation sur le logiciel de traitement des enquêtes SP6 (développé par la SOMEA) a été assurée à tous les agents désignés par les services nationaux concernés (en moyenne 4 personnes par pays). Dans tous les pays, sauf en Mauritanie, les enquêtes sont traitées automatiquement.

Malgré ces efforts déployés pour la formation à court terme, beaucoup reste à faire en matière de formation à moyen, et surtout, à long terme. En effet, dans beaucoup de pays, surtout les pays lusophones, il y a une pénurie notoire de cadres de haut niveau.

La prochaine et 3^e phase de DIAPER devrait essayer de rectifier le tir.

II.4. SUIVI-EVALUATION INTERNE

Le système mis en place jusque là, fonctionne d'une façon efficace.

Evidemment, la présence des animateurs locaux assure un suivi "de près" de toutes les activités des Composantes Nationales.

Les missions du Coordonnateur dans tous les pays, à mi-parcours (Juin, Juillet et Août 1990), s'intègrent parfaitement dans le cadre du suivi et de la supervision générale du programme annuel.

Ces missions ont permis de faire le point des activités, tant, sur le plan du niveau d'exécution des opérations programmées, que sur le plan institutionnel et financier.

De même, les missions techniques des experts de l'ECA centrale, ont contribué à solutionner des problèmes ponctuels rencontrés dans la conception ou l'exécution des opérations programmées. C'est notamment le cas pour les opérations pilotes, ou les enquêtes sur les stocks paysans, et sur la consommation.

Pour parachever le dispositif de suivi, des réunions des Composantes Nationales, avec participation des animateurs locaux, se sont tenues régulièrement. De même, l'ECA, au grand complet s'est retrouvée 4 fois (en Août 1991 à Ouaga, Novembre 1991 à Banjul, Décembre 1991 à Praia et Mars 1992 à Nouakchott) à l'occasion des différents séminaires et ateliers.

III. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

En guise de conclusions, les points suivants peuvent être retenus :

- . D'une façon générale, les activités programmées pour la quatrième année se sont déroulées correctement, malgré quelques problèmes institutionnels et humains, matériels et financiers.

- . Le projet déploie beaucoup d'efforts dans l'amélioration des bilans céréaliers. La production céréalière reste le poste le mieux maîtrisé, malgré les limites actuelles des méthodologies utilisées. Le processus de connaissance des postes "stocks" et "consommation céréalière", avance incontestablement. L'enquête stock est presque partout réalisée, comme volet de l'enquête agricole courante. Avec les conclusions à tirer des expériences en cours, à travers les opérations pilotes, la connaissance du niveau de consommation sera plus affinée. Les acquis dans le domaine des bilans sont à préserver.

. Les systèmes d'information sur les marchés sont généralisés à tous les pays. Ils sont à améliorer et à élargir dans beaucoup de cas. Dans ce sens, l'aspect "échanges régionaux" devra retenir plus d'attention, tant pour les céréales que pour le bétail et les produits animaliers.

. La diffusion de l'information, la formation à moyen et à long termes ainsi que l'analyse diagnostique, constituent les points faibles de la présente phase II du projet. La phase III, à venir, devra s'atteler à combler ces lacunes.

Avant la mise en oeuvre de cette phase III, le CILSS et les bailleurs de fonds du projet ont convenu d'une phase transitoire de 10 mois (1er Mai 1992 - 28 Février 1993).

Les objectifs, les activités ainsi que le pilotage de cette phase tampon avant la mise en oeuvre de DIAPER III sont :

A) OBJECTIFS DE LA PHASE TRANSITOIRE

Son objectif fondamental est d'assurer la continuité des activités principales développées par DIAPER II, de manière à en préserver les acquis essentiels. En même temps, elle devra permettre la poursuite et la finalisation des préparatifs de mise en oeuvre de DIAPER III.

B) ACTIVITES DE LA PHASE TRANSITOIRE

Il y a quatre types d'activités à mener durant ladite phase. Elles concernent :

a) la continuation des activités principales de DIAPER II pour en préserver les acquis.

Il s'agit d'activités habituellement réalisées par les Composantes Nationales dans les pays du CILSS et qui ne peuvent souffrir d'interruption.

Ces activités sont :

- l'enquête agricole annuelle : elle est réalisée dans tous les pays du CILSS. Elle se déroule en général de Mai à Novembre de chaque année avec le soutien important de DIAPER.

- l'établissement des bilans de campagne : le suivi de la campagne agro-pastorale et de la campagne de commercialisation céréalière permet d'établir en Novembre de chaque année les bilans céréaliers ex-post et prévisionnels. Ceci permet de présenter, aux décideurs Sahéliens et à la communauté internationale, la situation alimentaire des pays du CILSS, et d'élaborer des bulletins semestriels sur le suivi de cette situation.

- l'enquête sur les marchés céréaliers (SIM) : cette enquête se déroule toute l'année. Elle est réalisée dans tous les pays du CILSS, avec appui financier de DIAPER (sauf au Sénégal et au Mali).

- l'enquête sur les marchés à bétail : elle est réalisée dans tous les pays sauf en Mauritanie et au Cap Vert, avec l'appui exclusif de DIAPER. Elle se déroule toute l'année.

L'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA) du Projet DIAPER prodiguera un appui matériel, financier et éventuellement technique, du CILSS aux Composantes Nationales DIAPER. Elle assure, en plus, le suivi des opérations et la coordination régionale.

b) La clôture de DIAPER II

Malgré toutes les dispositions déjà prises, toutes les pièces justificatives des dépenses de DIAPER II (ECA et Composantes) ne sont pas réunies au 30 Avril 1992. Une période supplémentaire est nécessaire pour assurer la clôture comptable du Projet.

Au plan technique, l'ECA produira un dossier par opération faisant état des difficultés à surmonter pour une plus grande fiabilité des données.

c) La préparation de la mise en oeuvre de DIAPER III

Il s'agira de :

. Compléter et actualiser l'inventaire qui avait été fait en Juillet 1991 par DIAPER II. Cet inventaire porte sur les différentes enquêtes exécutées par chaque pays, les moyens matériels et humains mis en oeuvre par les bailleurs de fonds (Etat, Projet DIAPER et autres donateurs).

. Suivre et éventuellement finaliser les négociations sur la proposition et la convention de financement de DIAPER III.

. Faire les missions de programmation des activités prioritaires de DIAPER III, en dégagant clairement les engagements respectifs du Projet et des Etats, dans l'optique de la prise en charge progressive, par ces derniers, du fonctionnement des enquêtes.

. Préparer et lancer les appels de candidature pour le personnel de DIAPER III, en rapport avec le Secrétaire Exécutif du CILSS et les bailleurs de fonds.

d) Les conditions de synergie avec le projet PSRNRS
(Projet Surveillance)

Sur la base des leçons de l'opération pilote DIAPER/PSRNR au Burkina, il s'agira d'étudier avec le PSRNR les modalités pratiques de collaboration entre les deux projets pour faciliter l'insertion, à terme, au Projet DIAPER, du volet "Enquête sur base aérolaire" développée par PSRNR. Evidemment, cela suppose que DIAPER soit associé à l'identification de la prochaine phase de PSRN

c) PILOTAGE DE LA PHASE TRANSITOIRE : RESSOURCES HUMAINES
ET MATERIELLES NECESSAIRES.

Dans les pays, les enquêtes seront exécutées par les Composantes Nationales.

Le suivi, la coordination et les travaux de synthèse seront des tâches régionales.

Le pilotage régional devra être assuré par l'équipe de coordination et d'Appui (ECA/Centre) de DIAPER II, réduite au strict minimum nécessaire : les animateurs locaux, membres de l'ECA ont été remerciés le 30 Avril 1992. Les correspondants Nationaux du CILSS (CONACILSS) assurent l'interim dans les pays où il y a une animation locale.

Le financement de la phase transitoire se fait entièrement sur les reliquats des fonds de DIAPER II.

A N N E X E

DESCRIPTION SYNTHETIQUE DES ACTIVITES DE
LA QUATRIEME ANNEE

La programmation pour la quatrième année, tient compte de l'évaluation des activités de troisième année et veut préserver et consolider les acquis du projet en tentant de combler les insuffisances décelées, et d'améliorer les méthodologies de collecte et de traitement de données. Dans ses grandes lignes, elle reconduit les activités menées en troisième année.

1. PROGRAMME AU NIVEAU NATIONAL

Cette programmation des actions a été faite après concertation nationale entre toutes les parties concernées.

Le récapitulatif des programmes nationaux est le suivant :

BURKINA FASO

- . Appui à la coordination des acteurs et à la gestion de la centrale d'information. Bulletin national de suivi de la situation alimentaire.
- . Amélioration de l'enquête agricole incluant les stocks paysans
- . Suivi de troupeaux
- . Suivi des marchés céréaliers
- . Suivi des Marchés à Bétail et abattages
- . Suivi des zones à risques
- . Formation des enquêteurs.

CAP-VERT

- . Appui à la gestion de la centrale d'information
- . Enquête agricole permanente

- . Enquête consommation en milieu urbain
- . Suivi des marchés agricoles
- . Bulletin annuel des statistiques
- . Bulletin suivi campagne agro-pastorale, et bulletin suivi situation alimentaire
- . Formation enquêteurs

GAMBIE

- . Appui à la gestion de la centrale d'information
- . Séminaire coordination avant enquête 1991/1992
- . Séminaire évaluation enquête 1991/1992
- . Enquête agricole permanente (NASS)
- . Enquête stocks paysans
- . Suivi des marchés céréaliers
- . Etude flux transfrontaliers
- . Suivi de troupeaux
- . Suivi Marchés à bétail
- . Formation enquêteurs

GUINEE-BISSAU

- . Appui à la coordination et à la gestion de la centrale d'information. Appui au Bureau pour la sécurité alimentaire (BPSA)
- . Enquête agricole permanente
- . Enquête stocks paysans
- . Enquête consommation en milieu urbain
- . Suivi des cours de produits agricoles
- . Suivi Troupeau
- . Bulletin périodique de suivi de la situation alimentaire

MALI

- . Appui à la coordination des acteurs et à la gestion de la centrale d'information.
- . Enquête conjointe DNA/DNSI incluant les stocks paysans
- . Suivi des marchés à bétail
- . Recensement du cheptel
- . Enquête "Pertes"
- . Bilan animalier
- . Formation enquêteurs

MAURITANIE

- . Appui à la gestion de la centrale d'information.
- . Enquête agricole permanente
- . Stocks paysans
- . Suivi des marchés céréaliers
- . Enquête "Pertes"
- . Formation enquêteurs
- . Echange expérience avec Mali dans le domaine de l'élevage.

NIGER

- . Appui au Secrétariat Permanent Système d'Alerte Précoce (SAP)
 Appui à la gestion de la centrale d'information.
- . Enquête agricole permanente incluant volet stocks paysans
- . Consolidation Système Information sur les Marchés (SIM)
- . Finalisation enquête consommation céréalière en milieu rural
- . Suivi des marchés à bétail

- . Bulletin de suivi campagne agro-pastorale
- . Publication périodique sur suivi des marchés, et suivi situation alimentaire
- . Formation enquêteurs

SENEGAL

- . Appui aux efforts nationaux pour la mise en place cellule de coordination actions suivi situation alimentaire.
Appui à la gestion de la centrale d'information.
- . Enquête agricole permanente
- . Enquête stocks paysans
- . Enquête "Pertes"
- . Suivi des marchés à bétail
- . Suivi de troupeaux
- . Suivi des zones à risque
- . Formation enquêteurs

TCHAD

- . Poursuite des efforts pour la mise en place de la cellule nationale de coordination - Appui à la gestion de la centrale d'information.
- . Enquête agricole permanente incluant stocks paysans
- . Suivi des marchés céréaliers
- . Suivi des marchés à bétail
- . Enquête consommation céréalière en milieu urbain
- . Bulletin périodique suivi campagne, et suivi situation alimentaire
- . Formation enquêteurs.

2. PROGRAMME AU NIVEAU REGIONAL

Comme pour les autres années, le programme dit régional, c'est l'ensemble des activités placées sous le contrôle de l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA) du projet en raison de leurs portées qui débordent le cadre national ou de leurs modalités d'exécution qui relèvent d'elle.

Parmi ces activités, figurent évidemment celles relatives à la gestion administrative, financière et technique du projet.

Ce sont aussi, les tâches de coordination générale, de recherche de cohérence, et de suivi de l'ensemble des activités du projet, tant au niveau des pays qu'aux niveaux régional et international.

D'une façon spécifique, les activités régionales de quatrième année sont les suivantes :

- . Le renforcement institutionnel et technique des Composantes Nationales à travers les animations locales
- . les appuis méthodologiques aux structures nationales dans le cadre des opérations programmées.
- . le suivi de l'évaluation de la campagne agro-pastorale et de la campagne de commercialisation
- . l'établissement et l'analyse des bilans céréaliers régionaux
- . l'élaboration et la publication d'un bulletin régional de suivi de la situation alimentaire.
- . Suivi de l'application de la Charte de l'aide alimentaire
- . la définition des termes de références, la conception ou la supervision de la conception méthodologique des opérations suivantes :
 - taux de perte en céréales post-récoltes au Mali, en Mauritanie et au Sénégal
 - enquête consommation céréalière urbaine au Cap Vert, en Guinée Bissau et au Tchad
 - circuits de commercialisation du bétail et des produits animaux dans tous les pays CILSS

- étude sur les flux transfrontaliers en Gambie
- suivi des zones à risques (au Sénégal et au Burkina)
- coordination entre les opérations de télédétection et les méthodes terrestres pour les statistiques agricoles (en rapport avec le projet SRNRS).
- . supervision et suivi de l'exécution des opérations pilotes programmées
- . établissement des rapports méthodologiques sur les opérations pilotes réalisées
- . la supervision et le suivi de l'amélioration de la centrale d'information transférée dans tous les pays.
- . l'organisation des réunions et séminaires suivants:
 - réunions du Comité Technique (Mars 1992), de la Concertation Régionale (Mars 1992) et de la Coordination CILSS/CCE/ITALIE (Avril 1992).
 - réunion des experts du CILSS sur le bilan de la campagne agro-pastorale 1992/93 et de la campagne de commercialisation céréalière 1991/92 (Octobre/Novembre 1991).
 - séminaire régional sur la "gestion de l'information pour la sécurité alimentaire" (3-5 Juin 1991 à Bamako).
 - séminaire régional sur les "enquêtes de consommation céréalières" (Septembre 1991).
 - séminaire sur les résultats de l'étude sur la commercialisation du bétail
 - séminaire sur la gestion de la centrale d'information et le traitement informatique des enquêtes agricoles avec le logiciel SP6.
 - réunion du "réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel" (Novembre 1991).

. la participation à diverses réunions ou rencontres dans le cadre de la collaboration avec différents partenaires : comités de pilotages, PROCELOS, Espaces Régionaux, etc...

